

## ENSEIGNEMENT

# Les différentes tendances de l'UNEF contestent leur représentativité réciproque

Le « *collectif national* » de l'Union nationale des étudiants de France s'est réuni mardi à la résidence universitaire d'Antony (Hauts-de-Seine), pour faire le bilan de l'activité de l'organisation au cours de l'année universitaire. Il rassemblait des délégués d'une vingtaine d'associations de province et de comités parisiens membres de l'UNEF.

Dans son rapport, M. Luc Barret, président de l'UNEF, a notamment déclaré : « *Des victoires ont été remportées au cours de l'année universitaire ; la répression massive contre le mouvement étudiant a été mise en échec, mais nous n'avons pas toujours su exploiter ces victoires.* » M. Luc Barret a, par ailleurs, estimé que « *la politique du nouveau ministre de l'éducation nationale, M. Guichard, serait plus « économiste » que celle d'Edgar Faure, et qu'elle pourrait privilégier la formation des techniciens et des scientifiques.* » « *C'est contre cela que nous devons lutter* », a-t-il ajouté.

Le bureau national de l'UNEF pense que « *les mesures répressives dans l'Université iront en s'accroissant à la rentrée* ». Mais il attendra cette

rentrée pour tirer un bilan critique et définir l'action à mener. Il se donne également, pour tâche principale de « *réorganiser après les vacances le mouvement étudiant, d'accentuer l'information et de lancer une campagne massive d'adhésions à l'UNEF* ».

Le rapport d'activité a été adopté par 681 voix contre 351 et 231 abstentions. Mais il a été violemment critiqué par les délégués appartenant à la tendance UNEF - Renouveau (animée par des étudiants communistes) et à l'Alliance des jeunes pour le socialisme (trotskyste). Ces derniers, appartenant aux associations de Metz et de Dijon et à des groupes d'études de la Sorbonne-lettres, ont dénoncé l'« *immobilisme* » du bureau national et déploré « *qu'aucune proposition précise d'action pour la rentrée n'ait été faite* ».

Les changements de tendance provoqués dans les associations générales d'étudiants de province par l'application des nouveaux statuts de l'UNEF ont donné lieu à de longues controverses sur la représentativité des nouveaux délégués. Ces discussions ont notamment occupé toute la matinée et se sont prolongées

dans l'après-midi.

Le « *collectif* » a accepté l'adhésion du mouvement « *Panthéon-Arras-Nanterre* » (ex-comité de grève de la faculté de droit de Paris) et des comités d'action des facultés de médecine parisiennes. En revanche, il a refusé celle de l'Association générale des étudiants de Vincennes (menée par des étudiants communistes) parce que celle-ci avait présenté des listes aux élections du conseil de gestion de ce centre universitaire. Le « *collectif* » a également condamné l'action des « *maoïstes* » de Vincennes et celle des membres de l'AGEV lors des élections. Il a demandé l'exclusion d'un des leaders de la tendance UNEF-Renouveau : celui-ci se serait trouvé à la tête d'un « *commando* » qui a malmené mercredi soir plusieurs membres du bureau de l'UNEF venus pour surveiller le déroulement des élections à Vincennes.

En revanche, une motion déposée par des militants marxistes léninistes (pro-chinois) de plusieurs associations de province, et demandant l'exclusion de la tendance UNEF-Renouveau dans son ensemble, a été repoussée.